

Pouvait-on anticiper les nouvelles menaces dans la bande sahélo-saharienne au moment du déclenchement de l'opération Serval?

Retour sur une prospective parue en mars 2013

Par Gregor Mathias

Trois mois après le déclenchement de l'opération Serval au Mali, en janvier 2013, paraissait un ouvrage, cosigné d'une équipe de professeurs et d'élèves-officiers de l'ESM de Saint-Cyr Coëtquidan dirigée par T. Flichy de la Neuville, intitulé *Opération Serval au Mali : L'intervention française décryptée*.¹ Dans l'annexe IV de la première édition, nous envisagions "Le scénario du pire : l'ensablement au Mali".² La prospective présentait les conséquences de l'opération Serval, deux ans après son déclenchement, en février 2015. Cette prospective était rééditée en novembre 2014 avec son annexe IV, à l'exception de ses deux derniers paragraphes, dans une édition revue et augmentée sous la direction d'O. Hanne, *Mali une paix à gagner : Analyses et témoignages sur l'opération Serval*.³ Cette approche prospective se situait dans la droite ligne d'un projet plus ambitieux sur la situation géopolitique du monde en 2030 mené avec T. Flichy de la Neuville dans le cadre d'un projet du Centre Roland Mousnier.⁴

Cette prospective sur le devenir de l'opération Serval se fondait sur l'analyse de la situation politique et culturelle du Mali et des Touaregs au moment du déclenchement de l'intervention militaire française, des actions passées des islamistes djihadistes en Afrique subsaharienne, et sur un ouvrage fondamental pour comprendre les conditions de vie dans la région du Nord-Mali, celui de l'agent de la DGSE R. Belleville.⁵

Le propos qui suit est de présenter ce que nous avons prévu pour l'année 2015, ce qui s'est avéré juste et les lacunes de cette prospective.

La prospective : la dégradation de la situation sécuritaire au Mali et dans les pays de la région en février 2015

En mars 2013, nous écrivions que l'armée française serait toujours présente dans le massif des Ifoghas loin d'être contrôlé : "*Les troupes africaines promises avait tardé à se*

¹ Thomas Flichy de la Neuville (ss.dir.), *Opération Serval au Mali : L'intervention française décryptée*, Paris, Lavauzelle, 2013.

² Gregor Mathias, "Le scénario du pire : l'ensablement au Mali", pp.103-110 in T. Flichy de la Neuville (ss.dir.), *op.cit.*

³ Gregor Mathias, "Le scénario du pire : l'ensablement au Mali", pp.213-218 in O. Hanne (ss.dir.), *Mali, une paix à gagner : Analyses et témoignages sur l'opération Serval*, Paris, Lavauzelle, 2014.

⁴ Thomas Flichy de la Neuville & Gregor Mathias, *2030 : Le monde que la CIA n'imagine pas*, Paris, B. Giovanangeli Éditeur, 2015.

⁵ Régis Belleville, *Mémoires du désert*, Paris, Éditions de la Martinière, 2012.

déployer en nombre”, différant ainsi le départ des troupes françaises et rendant difficile le contrôle de cette région montagneuse désertique.

Nous évoquions l'échec des opérations en raison d'un manque de renseignements humains. De plus, en contrôlant les frontières et les périphéries du Mali, l'armée française se serait attaquée aux contrebandes d'armes, de cigarettes et de cocaïne dont profitait indirectement la population locale en assurant la logistique et la sécurisation des convois de marchandises illégales. En tuant “*cette poule d'or*”, l'armée française allait se mettre à dos une partie de la population du Nord-Mali. Nous citons la région de Kidal, la boucle du Niger de Gao à Tombouctou.

L'adversaire s'était adapté à la surveillance aérienne et terrestre en devenant invisible : il profitait de ses liens familiaux et claniques pour se dissimuler au sein de la population. Il se manifestait en instrumentalisant les conflits entre agriculteurs et éleveurs dans la région de Ségou (centre du pays), et par des poses d'IED (acronyme anglais pour engins explosifs improvisés) à la sortie de camps des forces internationales africaines et sur les routes, tout en organisant des attentats suicides. La force africaine régionale déployée au Mali se trouvait prise à partie, et par ses réactions violentes se mettait à dos la population. Nous avons pensé que ce seraient, au sein de la CEDEAO, les forces africaines anglophones du Nigeria qui tireraient, en février 2015, sur des manifestants ; en réalité, ce furent les Casques bleus rwandais francophones d'Afrique centrale à Gao, le 27 janvier 2015, qui tirèrent, provoquant la mort de trois manifestants et plusieurs blessés...

Les djihadistes disposaient de zones de refuge et de complicités dans les pays voisins. Nous évoquions la possibilité d'une alliance entre les islamistes djihadistes du Mali, d'Algérie, du Sahara occidental, de Mauritanie, avec la possibilité pour ces groupes d'organiser des attentats contre les ambassades françaises (Bamako), les hôtels hébergeant des expatriés occidentaux (Nouakchott en Mauritanie), les postes frontières des pays voisins du Mali et les bases de l'ONU et de l'armée française (Gao, Kidal, Tombouctou).

La prospective se terminait par une histoire où un Noir bambara fréquentant une mosquée radicale de Bamako, et non un Touareg ou un Maure, se faisait exploser à l'entrée d'une base de la Légion étrangère à Tombouctou. Cette attaque annonçait des attaques coordonnées dans les pays de la région contre les ambassades, les entreprises occidentales et les cantonnements des forces internationales africaines et de l'armée française. La prospective se terminait sur ce constat pessimiste : “*Coincé entre le fleuve Niger et l'Adrar des Ifoghas, le serval semblait désormais pris au piège dans le désert*”.

La situation sécuritaire au Mali et dans les pays voisins en 2014-2016

La dégradation de la situation sécuritaire au Mali s'est avérée juste. Le blog américain *The Long War Journal* a cartographié les attaques contre les forces de l'ONU, les unités françaises et l'armée malienne.⁶ En 2014, les attaques des islamistes djihadistes se

⁶ Blog *The long War Journal*, “Al-Qaeda Linked Attacks in Mali and Neighboring Countries since 2014” : http://militaryedge.org/embedmap/?map_id=12253&mapZoom=6&mapCenter=17.02527268537679%2C-0.791015625 (carte).

concentrent le long du fleuve Niger de Goundam (à l'ouest de Tombouctou à la frontière de la Mauritanie) à Ansongo (au sud de Gao à la frontière du Niger), dans le Nord-Mali (Kidal, Aguelhok, Tessalit). Les actions des djihadistes consistent à poser une vingtaine d'engins explosifs improvisés, à mener 8 attaques et 5 attaques à la roquette (dispositif de mise à feu automatique par le biais d'un téléphone portable) contre les aéroports ou les bases de la MINUSMA⁷ et à organiser 4 attaques suicides.

En 2015, le nombre d'attaques a été multiplié par trois par rapport à l'année précédente: on dénombre une soixantaine d'attaques. En 2015, une trentaine de mines sont posées essentiellement dans le Nord-Mali et la boucle du Niger (et 4 autres au centre du pays) ; 5 roquettes sont tirées contre des villes et des camps de la MINUSMA ; on compte également 2 attaques-suicides. Alors que l'année 2016 n'est pas terminée, du mois de janvier à août 2016, plus de 150 actions djihadistes, soit le double du total pour 2015, ont eu lieu. Les attaques et les poses de mines sont les modes d'action utilisés par les différents groupes djihadistes. Le secrétaire général de l'ONU notait d'ailleurs que *"les attaques sont de plus en plus complexes et sophistiquées, combinant des dispositifs explosifs placés en bord de route et des embuscades"*.⁸

Nous pensons que les forces de l'ONU seraient incapables de venir à bout d'un adversaire utilisant alternativement ou simultanément les méthodes de la guérilla (embuscades, mines, harcèlements) ou du terrorisme. Effectivement, la mission de l'ONU au Mali est devenue *"la plus dangereuse des 16 missions"* avec 27 morts et 112 blessés entre juin 2015 et juin 2016. La nouvelle résolution de l'ONU à décider de réagir en prévoyant le déploiement de forces spéciales occidentales et de moyens de renseignement pour venir à bout du djihadisme au Mali.⁹

Nous avons prévu que le centre du pays serait touché par l'insécurité de manière implicite en évoquant l'instrumentalisation des conflits entre éleveurs et sédentaires et en donnant l'exemple d'un scénario dans la région de Ségou, au centre du pays. En 2015, les attaques touchant la boucle du Niger et le Nord-Mali se déplacent dans le centre et le sud en raison de l'apparition d'un nouveau groupe islamiste, le Front de Libération du Macina (FLM). Il s'agit d'islamistes peuls ayant appartenu au MUJAO (Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest, composé de narcotrafiquants islamistes de la région de Gao), dont une partie autour de Gao semble avoir rejoint AQMI (Al-Qaïda au Maghreb Islamique) et les Peuls (Fulanis en anglais) ont créé leur propre groupe affilié à Ansar Eddine. Ce mouvement profite de la marginalisation politique des Peuls au Mali, des humiliations subies par la population peule assimilée à des terroristes par l'armée malienne

⁷ Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali

⁸ ONU, Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali, en date du 31 mai 2016, n°S/2016/498, p.5 : <https://minusma.unmissions.org/sites/default/files/n16144594-fr.pdf>.

⁹ "Mali : l'ONU renforce les effectifs et le mandat de la MINUSMA", *Jeune Afrique*, 29 juin 2016 : <http://www.jeuneafrique.com/337718/politique/mali-lonu-renforce-effectifs-mandat-de-minusma/>.

ou les milices locales,¹⁰ des frustrations nées des conflits agraires entre éleveurs peuls et agriculteurs peuls, bambaras, dogons ou touaregs.¹¹

Nous pensons que l'offensive française de l'opération Serval entraînerait une réaction des groupes djihadistes qui coordonneraient leurs attaques contre les forces de l'ONU et les unités françaises. Cette analyse s'est avérée juste. Le 12 février 2016, 6 Casques bleus ont été tués à Kidal par Ansar Eddine ; le même jour, entre Tombouctou et Goundam, AQMI tend une embuscade à une patrouille de soldats maliens, 3 militaires sont tués, 3 autres soldats blessés. Après l'attaque de l'hôtel Radisson de Bamako, les islamistes peuls du FLM ont revendiqué en être les auteurs en précisant qu'ils avaient agi avec les islamistes touaregs d'Ansar Eddine. Ce dernier étant également allié à AQMI, M. Belmokhtar s'est empressé de revendiquer également l'action en la justifiant par les photos des deux terroristes aux noms à consonance peule. S'agit-il ici d'attaques coordonnées, de concurrence entre groupes djihadistes, ou ces attaques révèlent-elles plutôt la porosité entre les différents groupes djihadistes ? On peut penser que ces trois interprétations se rejoignent. Au centre du pays, à Sévaré, une caserne de l'armée malienne a été attaquée à Nampala (au nord de Ségou) le 19 juillet 2016 par des groupes djihadistes provoquant la mort de 17 soldats et en blessant 35. Ansar Eddine a revendiqué l'attaque en affirmant que les assaillants appartenaient au FLM. Selon les officiels maliens, l'attaque aurait été coordonnée par AQMI.

Si nous nous sommes trompés sur la nature de certaines cibles, comme les ambassades occidentales très sécurisées, nous avons bien anticipé que les expatriés seraient une cible, comme ils avaient d'ailleurs été ciblés avant l'opération Serval par les groupes djihadistes ; nous avons prévu des attaques sur la capitale Bamako, en pleine explosion démographique en raison de l'exode rural et qu'il serait donc difficile de la sécuriser.¹² En 2015, les expatriés de Bamako sont visés par deux attaques terroristes. Une action terroriste vise, le 7 mars, le restaurant-boîte de nuit La Terrasse, tuant 5 personnes (dont un Belge et un Français) et blessant 9 personnes (dont 3 Suisses). Le 20 novembre, l'hôtel Radisson de Bamako subit une prise d'otages de 170 personnes qui se termine par l'exécution de 19 personnes (dont 13 Occidentaux). Malgré les consignes de prudence, les enlèvements d'Occidentaux reprennent dans les pays de la région : un Roumain, agent de sécurité dans une mine de manganèse au nord du Burkina Faso, est enlevé en avril 2015 par AQMI, qui réclame une rançon. En janvier 2016, un couple d'Australiens octogénaires,

¹⁰ Entretien avec un Peul de Bamako in Gregor Mathias, *Les guerres africaines de François Hollande*, La Tour d'Aigues, Éditions de L'aube, 2014, p.196. RFI, 25 avril 2016, "Mali : une association dénonce des exactions contre les Peuls" : <http://www.rfi.fr/afrique/20160425-lutte-jihadistes-mali-peuls-cible-association-kawral-poulakou>.

¹¹ Bernard Lukan, "Mali : après l'Azawad, le Macina ? ", p. 9-10, *L'Afrique réelle*, n°80, août 2016. Gaudence Nyirabikali, Aissé Diarra et Mariam Djibrilla Maïga, "Causes et manifestations des conflits au Mali. Une perspective de la société civile", Rapport du CONASCIPAL et du SIPRI, avril 2016, pp.38, 81 et 87-89 : https://www.sipri.org/sites/default/files/2016-04/rapport_conascipal_sipri.pdf.

¹² L'agglomération de Bamako est classée au sixième rang mondial des agglomérations qui augmentent le plus vite : <http://www.geopopulation.com/dossier/classement-plus-grande-ville-du-monde-en-2020/>.

est enlevé au nord du Burkina Faso par AQMI. En janvier 2017, c’est une Suisse, déjà enlevée dans le passé, qui l’est à nouveau à Tombouctou.

Les attaques coordonnées contre les expatriés des pays de la région (Niger, Burkina Faso, Côte d’Ivoire) ont eu lieu, non pas de manière simultanée comme nous l’envisagions, mais de manière ponctuelle et plus tardivement, en 2016 et non en 2015. En 2016, les intérêts occidentaux sont explicitement visés : des tirs de roquettes visent la mine d’uranium d’Arlit au Niger le 20 mai (attaques démenties par les autorités nigériennes). Des prises d’otages et des assassinats ont lieu, le 15 janvier 2016, dans les bars Le Cappuccino et Taxi Brousse, les hôtels Splendid et Yibi à Ouagadougou au Burkina Faso provoquant la mort 31 personnes dont 19 Occidentaux et en blessant 71 autres. Le 13 mars 2016, des djihadistes tirent sur les baigneurs de la plage du Grand-Bassam à l’est d’Abidjan en Côte d’Ivoire provoquant la mort de 16 personnes dont 8 Occidentaux.

Nous avons prévu que les pays voisins seraient touchés par la crise djihadiste. En 2014, deux villages nigériens frontaliers du Mali sont attaqués en octobre et novembre 2014 ; le Burkina Faso subit deux attaques à ses frontières nord et sud du Mali en 2015. Ces attaques continuent en 2016 touchant quatre commissariats ou gendarmeries au Burkina Faso et deux au Niger situés à proximité de la frontière. L’Algérie n’est pas épargnée, puisqu’elle voit l’assassinat d’un notable de Tessalit dans un village à la frontière.

Les lacunes de la prospective

Un effort de prospective relativement fiable nécessite que la situation politico-militaire soit stable. Une crise géopolitique pourrait être comparée à un séisme provoqué par le choc de plusieurs plaques tectoniques. Tant qu’un nouvel équilibre n’a pas été trouvé, il est difficile d’envisager tous les facteurs qui peuvent faire évoluer favorablement ou défavorablement la situation. En rédigeant la prospective, en mars 2013 alors que la situation au Nord-Mali n’était pas stable, celle-ci arrivait trop tôt et avait sous-estimé plusieurs facteurs : la situation des pays voisins (Algérie, Mauritanie, Libye), la réaction de la communauté internationale (le déploiement des Casques bleus de l’ONU), le redéploiement de l’armée française dans les pays de la région et la capacité des Forces armées maliennes à se relever de cette crise.

Contrairement à notre prospective, la déstabilisation djihadiste n’a jamais touché la Mauritanie : même lorsque des villages maliens à proximité de la frontière mauritanienne furent attaqués, la Mauritanie est mystérieusement préservée de toute attaque. L’administration américaine a révélé que dans les documents de Ben Laden retrouvés à Abbottabad se trouvait un document montrant qu’AQMI aurait passé une sorte de pacte de non-agression avec la Mauritanie à partir de 2010 : l’organisation terroriste avait promis de suspendre les attentats et les enlèvements d’Européens en échange d’un versement de 10 à 20 millions de dollars.¹³ Il s’agit ici d’une diplomatie secrète qui ne peut qu’échapper aux

¹³ I.B. Dembélé, “Mauritanie : Les liaisons dangereuses avec Al-Qaida”, *Courrier International*, 16 mars 2016.

analyses. Malgré les démentis officiels de ce pacte, la Mauritanie demeure *mystérieusement* épargnée par les attentats, contrairement à ce que nous avons prévu. Depuis l'attaque de la caserne de l'armée malienne de Nampala en juillet 2016, on sait qu'une katiba du FLM circule entre le Mali et la Mauritanie, ce pays semble être une zone refuge. Des Mauritanien ont rejoint les rangs d'AQMI : en juillet 2016, un de ses chefs, le Mauritanien Aboubacar Al-Chiguity, a été tué lors de l'attaque d'une caserne malienne.

Nous n'avions pas prévu que le sud de la Libye serait une base de repli naturelle d'une partie des djihadistes d'AQMI ou que l'on verrait l'implantation d'une nouvelle organisation terroriste (l'État Islamique à Syrte).¹⁴ En 2013, le chaos s'installe en Libye : le pays se divise progressivement en trois zones d'influence entre la Cyrénaïque, la Tripolitaine et le Sud, lui-même divisé entre Toubous et Touaregs. Les retournements brutaux des alliances entre tribus touboues et touarègues, la volonté des gouvernements de Tripoli et de Tobrouk de prendre le contrôle du Sud, l'absence d'informations sur le Sud-Libye rendaient difficile toute analyse sur ce pays. La situation politique était trop mouvante en 2013 : ce n'est d'ailleurs qu'en 2015 que les zones d'influence se sont précisées, ainsi que les différents acteurs en présence, permettant d'élaborer une analyse sur la situation politico-militaire et de proposer des solutions de résolution à ce conflit interne.¹⁵

En mars 2013, la situation était loin d'être stable sur le plan politico-militaire au Nord-Mali. Les forces internationales présentes étaient celles de la MISMA (Mission internationale de soutien au Mali), force de 7 000 militaires de la CEDEAO (Organisation intergouvernementale d'Afrique de l'Ouest composée du Tchad, du Nigeria, du Niger, du Sénégal, du Burkina Faso, du Bénin et du Togo). Elles n'avaient pas encore été remplacées par les Casques bleus de la MINUSMA formés par les mêmes troupes. La résolution adoptée au Conseil de sécurité en avril 2013 décidait le déploiement de Casques bleus en juillet 2013. Les effectifs (11 000 militaires), loin d'être suffisants – nous l'avions prévu – ont nécessité récemment le renfort de 2 500 Casques bleus supplémentaires et la prolongation de la mission de la MINUSMA jusqu'en 2017.¹⁶ Nous n'avions pas prévu le remplacement des forces régionales africaines par des Casques de l'ONU, alors que les conflits en Centrafrique et au Mali en 2013-2014 ont montré que, devant la prolongation du conflit, les forces africaines régionales étaient systématiquement remplacées par des forces de l'ONU. Cette dernière finançant les troupes africaines, celles-ci ne faisaient que changer de commandement.¹⁷

Le remplacement de l'opération Serval au Mali par l'opération Barkhane avec le déploiement de l'armée française dans les cinq pays du G-5 Sahel (Mauritanie, Mali,

¹⁴ Gregor Mathias, *La guerre française contre le terrorisme islamiste. De l'opération Serval aux attentats de Paris et Bruxelles*, Paris, B. Giovanangeli Éditeur, 2016, pp.27-30.

¹⁵ Thomas Flichy de la Neuville & Gregor Mathias, "Quelles solutions à la crise libyenne ?", *La Vigie*, 28 mars 2015 : <https://www.lettrevigie.com/2015/03/quelles-solutions-a-la-crise-libyenne/>.

¹⁶ Résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, en date du 29 juin 2016.

¹⁷ Gregor Mathias, 2014, *op.cit.*, p. 53, pp. 81, 92-93 et 128.

Niger, Tchad, Burkina Faso), en août 2014, était difficile à anticiper en mars 2013 alors que l'opération Serval n'était pas finie. Cette stratégie répond à la dispersion des unités djihadistes dans les pays frontaliers et la nécessité de mettre fin à l'impunité des djihadistes profitant de l'absence de contrôle des frontières nationales par les États de la région. Le retour de l'armée française dans d'anciens forts coloniaux comme ceux d'Atar en Mauritanie, Tessalit au Mali, et Madama au Niger n'était pas évident et pouvait provoquer le mécontentement de la population : les risques de déstabilisation, à l'exemple de la situation malienne, ont pu faire passer au deuxième plan l'orgueil national dans certains pays.

Les Forces armées maliennes (FAMA) ont été oubliées de la prospective. En 2013, elles étaient sous-équipées, sous-entraînées, divisées, et une défiance régnait entre les échelons subalternes et supérieurs de cette armée. Prévoir pour 2015 un relèvement de l'armée malienne était délicat et son actuelle efficacité suscite d'ailleurs bien des interrogations. Depuis avril 2013, dans une quasi-indifférence médiatique, l'Union européenne s'est attelée à entraîner et équiper les FAMA (infanterie, artillerie, blindés légers, gendarmerie) qui ont retrouvé une certaine efficacité militaire grâce à l'EUTM (European Union Training Mission in Mali), à laquelle participent 200 instructeurs de 23 pays de l'UE. Toute l'armée malienne a été entraînée et cet entraînement s'applique désormais, depuis juillet 2016, aux armées des pays du G5 Sahel. Le Conseil de l'UE, satisfait de l'EUTM, a même prolongé sa mission, le 23 mars 2016, pour un troisième mandat jusqu'en mai 2018.¹⁸

Les FAMA sont-elles devenues pour autant une armée efficace en 2015-2016 à la lumière des différentes opérations et affrontements avec les djihadistes ou nationalistes touaregs ? La mission de l'EUTM ne prévoyait pas de formation à la manœuvre offensive, car les autorités maliennes n'avaient qu'une obsession, celle de reprendre le contrôle de Kidal aux mains des nationalistes touaregs. Une attaque a pourtant été improvisée en mai 2014 qui s'est soldée par une déroute des FAMA (une cinquantaine de morts et autant de blessés). Depuis, la stratégie semble s'appuyer sur la milice touarègue Imghad des GATIA pour encercler et faire pression sur les Touaregs de Kidal.

De leur côté, les djihadistes mettent la pression sur l'armée malienne, qui semble être le talon d'Achille du dispositif Barkhane. Après avoir multiplié embuscades contre les patrouilles des FAMA, les djihadistes n'hésitent plus à s'attaquer directement à leurs camps, comme celui de Nampala à Ségou, en juillet 2016, en bénéficiant de l'effet de surprise que suscite l'attaque d'un cantonnement dans le centre du pays réputé calme. Dans des objectifs de propagande et de recrutement, Ansar Eddine a diffusé, début août 2016, les images de cinq prisonniers de l'armée malienne capturés au camp de Nampala. En septembre 2016, ils ont attaqué la localité de Boni, située entre Gao et Mopti. Selon le communiqué du ministère malien de la Défense, un détachement de l'armée malienne a été harcelé dans la nuit du 31 août au 1^{er} septembre, trois militaires sont tués, deux autres

¹⁸ Cf. <http://www.eutmmali.eu>.

blessés et quatre véhicules détruits. Le détachement de Boni paniqué évacue la ville dans le désordre. L'après-midi du 2 septembre, les djihadistes en profitent pour occuper cette localité de 5 000 habitants et s'emparer des bâtiments administratifs : la mairie et le domicile du commandant de gendarmerie sont incendiés. Un élu accusé d'être un informateur est enlevé. Dans la nuit du 2 au 3 septembre, deux détachements des FAMA convergent vers la ville et la reprennent à 8 heures du matin. La constitution de milices d'autodéfense peules (ANSIPRJ) au centre du pays est peut-être le signe que l'État malien sous-traite la défense de centre du pays aux Peuls, et que ces derniers ne lui font plus confiance pour se protéger.

Le retour des milices locales, sur le modèle des années 90, est le signe que l'armée malienne encore fragile n'arrive pas à rétablir l'ordre dans un environnement humain hostile où elle n'arrive pas à recueillir du renseignement, contrairement aux djihadistes. Quelques jours après l'occupation éphémère de la ville de Boni par ces derniers, le général F.-X. de Woillemont, commandant de l'opération Barkhane, affirmait dans un entretien à RFI, le 13 septembre 2016, que *“les groupes terroristes n'ont plus la capacité de prendre une ville et de la contrôler”*.¹⁹ La prise de Boni devrait pourtant inciter à la prudence : la stratégie des djihadistes a changé, ils possèdent désormais des capacités d'agir *“où ils veulent, quand ils le veulent”* de manière ponctuelle dans tout le Mali et dans les pays de la région, de la capitale Bamako jusqu'aux petites localités en apparence contrôlées par les forces de l'ordre maliennes.

Conclusion

Ce retour d'expérience sur la prospective de 2013 démontre toute la difficulté de l'exercice, qui demande beaucoup de prudence lorsqu'on émet des hypothèses. Elle est d'autant plus délicate à réaliser lorsque la situation politique et militaire ne s'est pas stabilisée, et que les acteurs régionaux et internationaux ne sont pas tous intervenus pour proposer des solutions concrètes de résolution de la crise ou pour modifier leur stratégie militaire. Néanmoins, en prévoyant une détérioration de la situation sécuritaire, la coordination des groupes djihadistes, un regain de leurs capacités offensives, une menace sur les intérêts occidentaux et un déplacement de l'insécurité vers le centre et le sud du Mali, ainsi que dans les pays frontaliers, cette prospective de mars 2013 conserve toute sa pertinence.

¹⁹ RFI, 13 septembre 2016, “Terrorisme au Sahel : ‘Les armées du G5 et Barkhane remportent des succès au Sahel’” : <http://www.rfi.fr/afrique/20160913-sahel-barkane-burkina-faso-plus-groupes-terroristes-aptés-mener-actions-envergue>.